Ce fait peut-il les faire considérer comme des porteurs de mauvaise foi? En vertu de l'article 29 de l'Acte des Lettres de Change, un détenteur régulier est celui qui a pris la lettre de change de bonne foi et contre la valeur, et qui n'a été notifié, lorsqu'il l'a négocié, d'aucun vice affectant le titre du cédant. Si on lit et relit la déposition de M. Théroux, l'un des demandeurs, on reste convaincu que la campagne contre Sheldon entreprise par deux journaux — et plusieurs autres sont publiés à Montréal — a laissé les demandeurs absolument indifférents. Ils n'y ont pas ajouté foi. Comment et pourquoi pourrait-on exiger d'eux plus que du défendeur? Ce dernier connaissait la nature des transactions de Sheldon; il le déclare positivement; il savait, lorsqu'il a donné son chèque, que le montant devait en être investi dans des transactions de bourse. Ces transactions, de la part de Sheldon, n'étaient ni immorales, ni illégales. (*Forget & Ostigny. L. R., 1895, A. C. 318*).

“La cause même du chèque dont il est question en cette cause n'était ni illicite, ni illégale, ni contraire aux bonnes moeurs ou à l'ordre public (*art. 990 C. c.*), puisque nous devons nous incliner devant cette dernière décision du Conseil Privé d'Angleterre, bien qu'elle soit contraire à toute la jurisprudence de nos cours, provinciale et fédérale, et à celle de la cour de Cassation que les tribunaux de cette province avaient invariablement suivie jusque-là.

“On peut citer, comme exemples d'une cause illicite d'une lettre de change, ou contraire à l'intérêt public, les décisions suivantes: le loyer d'une maison ou d'une voiture qui, au su du bailleur, est destinée à un usage immoral; la publication d'un livre indécent ou diffamatoire; une dette de jeu; la renonciation générale à exercer un commerce, mais que le droit français déclare cependant licite, si elle est limitée à un rayon raisonnable. (*Pearce v Brooks, L. R., v. Ex. 213; Chitty, Bills, p. 65*). Toute lettre de